

# **RUSSIE - IRAN**

**Les relations entre Moscou et Téhéran de 1979 à 2001,  
évolution sous l'effet de deux révolutions.**

Mémoire de géopolitique

du Capitaine de Frégate Damien LORGE

dans le cadre de l'étude dirigée "La Russie et son environnement  
géopolitique"

Directrice : Mademoiselle Isabelle FACON

Chargée de recherche à la Fondation pour la  
Recherche Stratégique

Avril 2002

**Les relations entre Moscou et Téhéran de 1979 à 2001,  
évolution sous l'effet de deux révolutions**

**SOMMAIRE**

**PREMIERE PARTIE : LA REPUBLIQUE ISLAMIQUE ET LE GEANT  
SOVIETIQUE**

Rappel historique et conséquences

Idéologies et politiques étrangères

Le conflit Iran / Irak

Le rapprochement entre les capitales

**DEUXIEME PARTIE : L'ECLATEMENT DU BLOC SOVIETIQUE ET LA  
RECOMPOSITION DE L'ASIE CENTRALE**

Politiques étrangères

La tentation occidentale

Prospective

# **Les relations entre Moscou et Téhéran de 1979 à 2001, évolution sous l'effet de deux révolutions**

## **INTRODUCTION**

Puissances rivales depuis la fin du dix-huitième siècle, l'Iran et la Russie sont parvenues ces dernières années à un niveau de coopération qu'elles n'avaient jamais connu.

Deux étapes ont modelé ce développement, inattendues à l'époque de leur occurrence, et qui sont deux réelles révolutions. La première, la révolution islamique iranienne de 1979, a séparé l'Iran du bloc occidental et introduit dans la politique mondiale un nouveau modèle d'état révolutionnaire religieux.

La seconde est une implosion, celle de l'empire soviétique en 1991, que l'on peut également qualifier de révolution, puisqu'elle fera disparaître simultanément un grand empire et le modèle des relations internationales qui prévalait depuis la fin de la deuxième guerre mondiale.

Nous allons donc nous intéresser à l'évolution des relations entre Moscou et Téhéran, symboles stables d'états ayant changés de forme au cours du vingtième siècle, en étudiant les conséquences des révolutions vécues par les deux pays, qui fourniront le canevas du sommaire de cette étude en deux parties. Au sein de chacune des parties nous nous attacherons à analyser l'évolution observée des relations entre les deux capitales, en particulier les éléments favorables ou défavorables à cette relation, les motivations des partenaires ainsi que les limites et la viabilité du partenariat dans la durée.

De manière à étudier cette problématique en dehors de toute considération ou source passionnée, ou influencée par la vision courte liée à l'actualité, cette étude se limite à la période 1979-2001, et s'arrête avant les événements du 11 septembre aux Etats-Unis, qui ne seront évoqués que pour l'analyse prospective du devenir du partenariat entre Moscou et Téhéran.

## PREMIERE PARTIE

### LA REPUBLIQUE ISLAMIQUE ET LE GEANT SOVIETIQUE

#### 1. Les relations en 1979 : *histoire et conséquences*

Les conflits et les guerres avec la Russie constituent une part importante de la mémoire historique du peuple iranien. Ces deux nations anciennes -dix siècles pour la Russie et quinze pour l'Iran- se sont en effet régulièrement opposées, pour affirmer leur puissance ou dans un but purement stratégique, en particulier pour la Russie qui cherche toujours à maîtriser son environnement proche et à accéder aux mers libres chaudes.

La première ambassade russe a été établie en Perse en 1561, attestant de l'ancienneté des contacts entre les deux pays. L'avancée russe vers le sud a commencé en 1722 avec Pierre le Grand, et l'occupation de la majeure partie du Caucase et du sud de la mer Caspienne, alors persans. Plusieurs mouvements de flux et reflux dans la zone menèrent à la première grande guerre entre les deux pays en 1801, qui fit perdre la Géorgie et une partie de l'Arménie à la Perse. Plus grave encore, le traité de Gulistan, signé en 1813, donnait à la Russie un droit de regard sur la politique persane. Une deuxième guerre éclata en 1826, qui fit encore perdre à la Perse, au profit du tsar Alexandre 1<sup>er</sup>, la majeure partie de l'Arménie et le nord de l'Azerbaïdjan (traité de Tourkmanchaï en 1828). La fin du dix-neuvième siècle fut marquée en Perse par le long règne de Nasir al-Din Chah, premier modernisateur du pays qui confiera à des monopoles étrangers le soin d'exploiter les ressources du pays.

Alors que les relations entre la Perse et la Russie sont extrêmement développées, la Perse effectuant 60 % de ses échanges avec son voisin, une révolution secoue la Perse en 1906, favorisant une démocratisation du régime, avec l'apparition d'une constitution et d'un parlement. Cette situation insupportable pour la Russie, pour qui toute démocratisation de la Perse est susceptible d'affaiblir son rôle régional, sera corrigée dès 1907 par un partage

du pays avec la Grande Bretagne en deux zones d'influence, dans lesquelles ces deux pays agissent directement sur la politique intérieure de la Perse. La première guerre mondiale accentuera cette tutelle de fait, jusqu'à la révolution bolchevique de 1917. Le chaos russe va alors inciter la Grande Bretagne, qui craint la propagation de l'influence communiste, à favoriser la prise du pouvoir par le colonel Reza Khan, qui se fera couronner shah le 25 avril 1926. Ce dernier va entamer une modernisation énergique du pays, passant par un changement de nom, Iran, en abolissant les monopoles des compagnies étrangères, en construisant des infrastructures, mais aussi en s'écartant de la tutelle traditionnelle de la Grande Bretagne et en se rapprochant de l'Allemagne, qui assurera jusqu'à 45 % de son commerce extérieur en 1940.

Malgré une déclaration de neutralité de l'Iran au début de la seconde guerre mondiale, la Grande Bretagne, craignant pour son approvisionnement en pétrole et voulant conserver une voie pour ravitailler l'URSS, envahit l'Iran, avec l'URSS, et fait abdiquer Reza Shah au profit de son fils Mohammed Reza. Ce sont les alliés britanniques et américains, vainqueurs de la seconde guerre mondiale, qui vont éliminer en 1946 les deux éphémères républiques socialistes du Kurdistan et d'Azerbaïdjan, créées par des militants nationalistes et le parti communiste iranien (le Toudeh). Ces ingérences vont créer en Iran un mouvement nationaliste fort, qui amènera au pouvoir en 1951 Mossadegh, le leader du Front national alors allié aux communistes du Toudeh, et avec l'appui des religieux.

La nationalisation par le gouvernement de Mossadegh de la toute puissante compagnie exploitant le pétrole en Iran, l'Anglo-Iranian Oil Company, provoqua l'organisation par les Etats-Unis, aidés par la Grande Bretagne, d'un coup d'état qui permit de remettre au pouvoir Mohammed Reza. Intégration dans le pacte militaire de Bagdad (1955), création de la police de sécurité nationale (Savak en 1957), accord de défense avec les Etats-Unis (1962) vont alors marquer le virage vers l'ouest de l'Iran, qui va ainsi devenir jusqu'à la révolution islamique de 1979 le coing américain enfoncé dans le glacis protecteur soviétique.

Partant de cette position, les relations entre Moscou et Téhéran à l'aube de la révolution islamique ne sont évidemment pas très développées. Sans être absentes (quelques échanges économiques de voisinage sont entretenus), ni

même tendues, les relations entre l'Iran et l'URSS sont empreintes d'une certaine méfiance, que la révolution pourrait peut-être atténuer, ce que nous verrons ultérieurement.

Cette période de l'histoire commune de la Russie et de l'Iran permet de dégager trois caractéristiques qui vont jouer sur les relations entre les deux nations, et sur leur façon de voir ces relations.

Tout d'abord, et pour l'avoir vécu plus particulièrement de la fin de la seconde guerre mondiale à 1979, la Russie ne peut pas se permettre de laisser l'Iran se faire contrôler par un pays tiers, compte tenu de l'extrême sensibilité de sa position géostratégique. Cette caractéristique est essentielle pour la Russie ; Ensuite, l'Iran qui a vécu sous tutelle imposée par les grandes puissances historiques pendant un siècle et demi, ne peut plus supporter toute ingérence ou toute remise en cause de sa souveraineté.

Enfin, et l'histoire du dix-neuvième siècle doit impérativement rester à l'esprit à cet égard, l'Iran, nation ancienne et dont l'identité est forte, reste attaché à la zone du Caucase et à l'Asie centrale qui ont été partie intégrante de son territoire avant leur annexion par la Russie.

## **2. Idéologies et politiques étrangères : *rigidité et incompatibilités stratégiques***

La république islamique d'Iran et l'Union Soviétique sont deux nations largement dominées par une idéologie forte, qui influe sur l'organisation intérieure de chacun des pays, mais aussi largement sur leurs politiques extérieures. Etudions les donc succinctement, de manière à faire ressortir les facteurs qui pourraient empêcher ou favoriser l'émergence de relations entre Moscou et Téhéran.

### 2.1 superpuissance exportatrice d'idéologie

« ...La politique étrangère de l'URSS vise à assurer les conditions internationales favorables à la construction du socialisme en URSS, ..., consolider les positions du socialisme dans le monde, soutenir la lutte des peuples pour la libération nationale et le progrès social, [...] L'URSS, en tant

que partie du système socialiste mondial et de la communauté socialiste, promeut et soutient l'amitié, la coopération et la camaraderie d'assistance mutuelle avec les autres pays socialistes sur la base du principe d'internationale socialiste, et prend une part active dans l'intégration économique socialiste et la division internationale du travail. »<sup>1</sup>

Ces extraits des articles 28 et 30 de la constitution de l'Union Soviétique, adoptée lors de la septième session du Soviet Suprême le 7 octobre 1977, montrent parfaitement à quel point l'idéologie domine la politique étrangère soviétique dans la fin des années 1970. C'est d'ailleurs la période de la politique de Brezhnev où l'URSS soutient le plus de gouvernements marxistes, avec le Vietnam, l'Angola, le Mozambique, la Somalie, l'Éthiopie, Grenade, le Nicaragua et le Yémen du sud. Il est bien évident que l'Iran islamiste ne trouve pas sa place dans une telle conception des relations internationales, voire s'y oppose en proposant un autre modèle idéologique. Cependant, l'URSS s'écarte de son schéma de pensée idéologique pur quand il envisage ses relations avec l'Iran pour une raison simple mais primordiale à ses yeux : l'Iran est un état limitrophe, et par cela influe directement sur sa sécurité. La vision des relations avec l'Iran se fait donc au travers du prisme de la géopolitique uniquement ; c'est à dire que pour l'Union Soviétique l'Iran est un pion principal de sa sécurité vers le sud. Deux options se proposent alors pour inerte ce pays : l'assimiler, ce qui s'avère impossible au niveau idéologique, ou l'affaiblir sans jamais le laisser tomber sous une coupe étrangère. C'est dans cette optique que l'URSS se comportera vis à vis de l'Iran, jouant un jeu délicat pour l'affaiblir, quitte à virer de 180 degrés et le soutenir s'il risque de retomber dans la sphère d'influence américaine « ...l'URSS reste ferme dans sa volonté d'intégrer l'Iran dans son glacis. La révolution islamique s'étant révélée inassimilable, il convient de prévenir la reconstitution de l'axe Washington-Jérusalem-Moscou en affaiblissant le plus possible le régime khomeyniste, quitte à préparer un renversement spectaculaire d'alliances quand un Iran affaibli et isolé sera à la recherche d'un appui extérieur. »<sup>2</sup>

---

1- Constitution de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques du 7 octobre 1977 – ART 28 et 30

2- ROY Olivier, « L'URSS, l'Iran et le Moyen-Orient », *Commentaires*, 1987, n° 39, pp 458-460

## 2.2. Islamisme universel et soutien des déshérités

« ... Ils [les gardiens de la révolution] ont non seulement la responsabilité de la sauvegarde des frontières, mais aussi une mission religieuse, qui est la guerre sainte (JIHAD) sur le chemin de Dieu, et la lutte pour étendre la suprématie de la loi de Dieu dans le monde. »

« ...le gouvernement de la république Islamique d'Iran a le devoir de diriger toutes ses ressources vers les objectifs suivants :

...

L'élimination complète de l'impérialisme et la protection des influences étrangères.

...

L'expansion et le renforcement de la fraternité islamique...parmi tous les peuples »<sup>1</sup>

La révolution iranienne de 1978-1979 a ouvert un nouveau chapitre de la conception des relations extérieures ; Ce changement constitue une base du projet révolutionnaire. Ce projet était, d'abord et surtout, une universalisation du monde islamique, qui ne reconnaît plus que deux catégories distinctes d'hommes ; tout d'abord, ceux qui constituent la communauté des croyants, « Dar al Islam », qui regroupe tous les musulmans, et enfin le monde des impies et des polythéistes, nommé « Dar al cherk ». Il est remarquable de noter que du point de vue des relations extérieures, cette conception ôte toute signification aux états, et enlève toute substance aux relations internationales telles que nous les concevons généralement « Selon cette théorie, il n'y a pas d'Etat national lié à un territoire, possédant des frontières et une personnalité légale. Al Umma, la communauté des croyants, n'est pas divisé en Etats, et, de plus, les états infidèles ne peuvent pas être mis sur un pied d'égalité. La base essentielle de la diplomatie moderne -des relations entre Etats souverains qui sont en théorie égaux- est absente. »<sup>2</sup>

---

1- Constitution de la République Islamique d'Iran du 1<sup>er</sup> janvier 1980

2- ROY Olivier, « Sous le turban, la couronne », in Thermidor en Iran, Bruxelles, 1993, pp 92-138

L'Iran se retrouve donc par principe même isolé du concert international. Mais cet isolement est beaucoup plus profond que ne le laissent penser les éléments cités ci-dessus. En effet, L'Iran annihile également toute possibilité de coopérer ou même se rapprocher de tous ses voisins les plus proches ou les plus importants.

En effet, dans son refus primaire, aisément compréhensible au travers de son histoire récente, de toute interaction avec une superpuissance (doctrine du « ni est, ni ouest »), associé à son idéologie religieuse, Téhéran va s'aliéner la Russie au même titre que les Etats-Unis, donnant par la même occasion à ces deux nations les surnoms respectifs de « petit Satan » et « grand Satan » maintenant célèbres. Plus grave encore, l'Iran, en s'appropriant le message islamique, va s'opposer au monde arabe en général, largement à majorité sunnite, et en particulier à l'Arabie Saoudite, qui se veut gardienne de l'islam. Comme on peut le voir, il reste peu de place pour une relation avec la Russie, d'autant moins d'ailleurs que même les pays arabes alliés de Moscou sont opposés à Téhéran (en dehors peut-être de la Syrie, qui sera moins intransigeante envers l'Iran que les autres pays arabes).

Si la révolution islamique peut effectivement être considérée comme un changement majeur dans la région, nous voyons aisément que cette nouvelle situation ne porte pas en elle les germes d'une relation naissante, et encore moins une coopération, entre Moscou et Téhéran. Téhéran est dès lors enfermé dans une politique étrangère intenable (pour ne pas dire inexistante à défaut de parler d'isolement complet), et Moscou se retrouve avec un flanc sud rendu instable en raison de la forte présence musulmane dans ses républiques susceptible d'être tentée par le message iranien. Si la donne géostratégique apparaît meilleure pour l'URSS avec la disparition des Etats-Unis de son flanc immédiat sud, une réflexion amène rapidement à penser que la stabilité que procurait la guerre froide était peut-être finalement plus sécurisante pour Moscou.

La nouvelle donne introduite par la révolution islamique ne porte donc en elle aucun ferment naturel capable de rapprocher Moscou et Téhéran.

### 3. Le conflit Iran/Irak : *la valse hésitation soviétique*

En 1980, l'observation de la situation internationale confirme l'inadéquation de la politique étrangère iranienne avec le reste du monde. La prise d'otages à l'ambassade américaine de Téhéran dure depuis un an, la Russie a envahi l'Afghanistan voisin depuis quelques mois sans que l'Iran n'y puisse rien et le monde arabe se méfie de l'agitation chiite. Selon sa propre volonté, l'Iran fait partie des pays non-alignés, mais ne peut s'aligner avec personne ; Dans ce contexte, l'Irak, gêné par cette agitation chiite qui l'atteint directement (tentative d'assassinat de Tarek Aziz en avril 1980), animé par une volonté d'expansion vers le croissant fertile, le chah el-arab, va tenter de profiter de la faiblesse iranienne en l'attaquant militairement.

Au déclenchement de la guerre, la situation est relativement simple : d'un côté l'Irak, réputée première puissance militaire arabe, équipée par l'union soviétique ; de l'autre, l'Iran, nouvelle république islamique désorganisée, équipée de matériel américain, mais faisant l'objet d'une mesure d'isolement de la part des Etats-Unis (*containment*).

Les grandes puissances décident de ne pas intervenir, mais utilisent le conflit pour faire fonctionner leurs industries d'armement. C'est ainsi que tous les pays fourniront du matériel de guerre à l'Irak (pour une valeur de 24 milliards de dollars), qui possède l'énorme avantage de lutter contre ce ferment islamique considéré comme dangereux, et également dans une moindre mesure à l'Iran, Etats-Unis compris (pour une valeur estimée de 2 milliards de dollars), ce qui donnera lieu ultérieurement à l'*Irangate*.

Mais l'évolution du conflit, en particulier la guerre des tankers qui mettra en péril l'approvisionnement pétrolier mondial, et la position de plus en plus difficilement justifiable de l'Irak, va obliger les grandes puissances à entrer dans le jeu. Profitant de cette situation, l'Iran, dont le matériel américain usé par la guerre à besoin d'être remplacé, et qui voudrait faire diminuer le soutien à l'Irak, va commencer à jouer un jeu de séduction/menace envers l'URSS, en particulier sur son soutien à la résistance afghane et le traitement des

membres du Toudeh (certains ont été arrêtés et exécutés en 1982).<sup>1</sup>

L'Union Soviétique va hésiter dès 1984 entre les deux belligérants, fournissant l'Irak en matériel de guerre, puis également l'Iran en passant par la Syrie ou la Lybie, et enfin progressivement réduire ses ventes à l'Irak. L'URSS choisira finalement le parti iranien d'une façon définitive en 1987, sous l'impulsion de Mikhaïl Gorbatchev, sans pour autant augmenter de manière extrêmement marquante ses ventes d'armes à l'Iran (qui sera approvisionné principalement par la Chine et la Corée du nord, qui fourniront 70 % de son matériel vers la fin de la guerre).

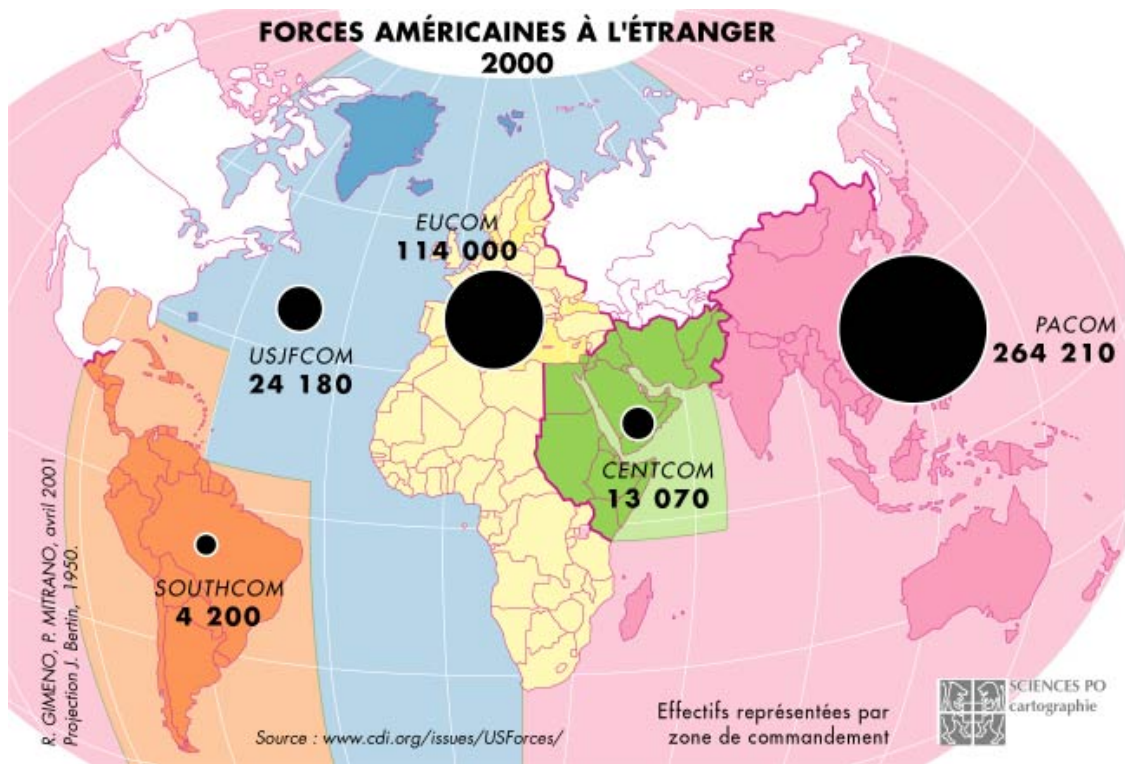
Pourquoi ce changement de posture de la part des soviétiques ? Tout d'abord, conformément à sa ligne politique étudiée auparavant, l'Union Soviétique a considéré que l'affaiblissement de l'Iran était suffisamment important pour justifier un revirement. Peut-être également a-t-elle senti que la carte irakienne n'était pas viable et que l'Iran pouvait être une carte alternative, ou un élargissement de ses moyens d'action sur le monde arabe, via les minorités chiïtes. Plus sûrement, il semble que l'arrêt du soutien de l'Iran à la résistance afghane, conflit dans lequel les troupes soviétiques sont enlisées, soit essentiel aux yeux de Gorbatchev ; mais il semble également que la perspective d'un débouché pour les industries d'armement soviétiques soit bienvenue, l'état de déliquescence de l'économie étant bien connu des dirigeants.

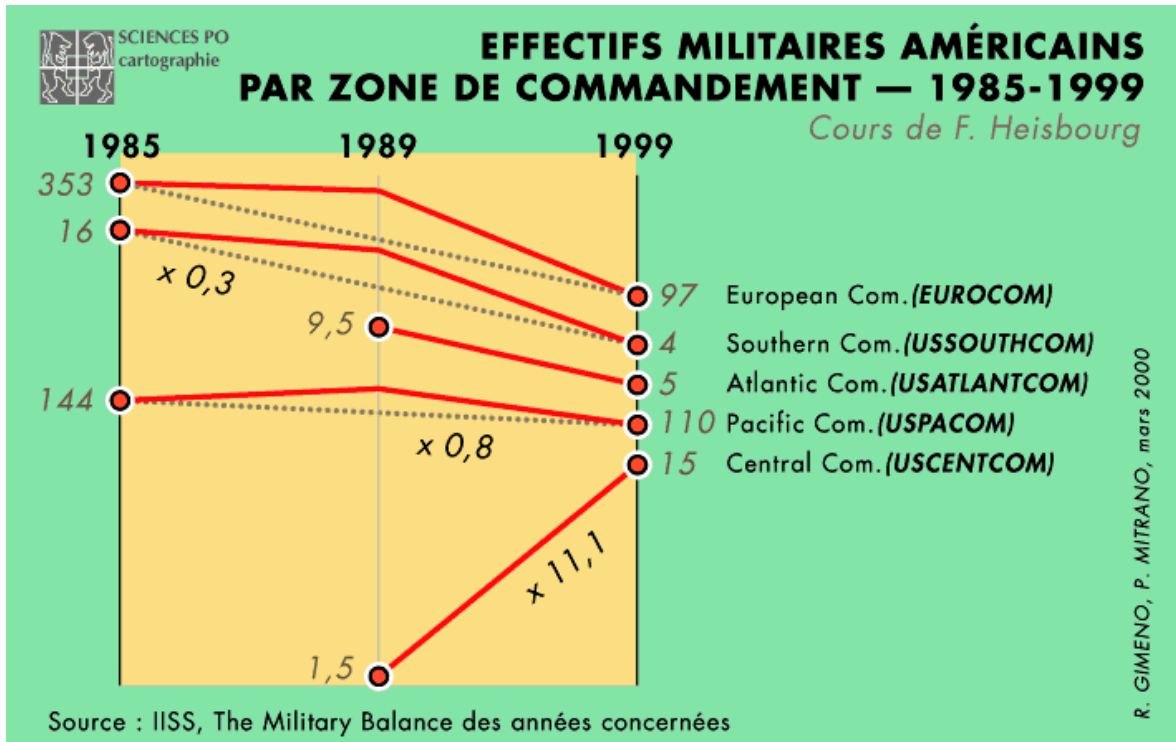
Ce revirement soviétique est le point de départ d'une coopération nouvelle, que vont développer Mikhaïl Gorbatchev et Hashemi Rafsandjani, et dont le premier signe important sera la signature d'accords, principalement commerciaux et militaires en 1989, lors de la première visite du président iranien à Moscou.

#### **4. Le rapprochement : *Gorbatchev, Rafsandjani et la guerre du golfe***

La mort de l'ayatollah Khomeyni en juin 1989 marque la fin de l'ère révolutionnaire en Iran, et par-là l'échec de la politique extérieure d'exportation de la révolution. L'Iran va alors se concentrer sur son territoire et ses intérêts directs, sous la direction de Rafsandjani, modéré, réformateur, moins bridé par un ayatollah Khomeini successeur de Khomeyni, mais n'en ayant ni le charisme, ni la légitimité religieuse. Au même moment, Gorbatchev essaye de sauver l'empire soviétique d'un effondrement économique et politique. Les intérêts, bien que réels des protagonistes sont donc très différents.

Mais deux évènements vont rapprocher Moscou et Téhéran : le retrait des troupes soviétiques d'Afghanistan en 1989 et surtout la guerre du Golfe de 1990-1991 qui va en effet s'accompagner de l'installation durable des Etats-Unis dans le golfe persique, et consolider également la position de l'Arabie Saoudite. Ce changement majeur est inacceptable sur le plan stratégique pour l'Iran (son rival islamique se renforce et son ennemi juré s'installe à sa porte) et pour l'URSS. Les deux schémas qui suivent illustrent parfaitement la réalité de ce phénomène.





C'est dans ce contexte de convergence d'intérêts que l'Union Soviétique et l'Iran vont signer plusieurs contrats de coopération<sup>1</sup> :

- Un contrat d'armement (36 avions et systèmes antiaériens) pour un montant de 1,3 milliard de dollars en novembre 1989
- Un contrat en 1990 portant sur la livraison de sous-marins de la classe KILO
- Deux contrats signés en 1991 pour la fourniture de blindés, munitions et infrastructures pour un montant de 2.8 milliards de dollars

Ces contrats reflètent parfaitement l'intérêt de chacun des partenaires dans ces relations : renouveler et moderniser l'outil militaire pour l'un, trouver des débouchés aux industries d'armement de manière à faire rentrer des devises pour l'autre, s'opposer à la présence américaine pour les deux.

Mais que devient cette jeune coopération avec la seconde révolution géostratégique de la période : l'effondrement de l'Union Soviétique.

1- CANAC Louis et Claude, « La coopération militaire entre la Russie et l'Iran », [www.dgse.org](http://www.dgse.org)

## DEUXIEME PARTIE

### L'ECLATEMENT DU BLOC SOVIETIQUE ET LA RECOMPOSITION DE L'ASIE CENTRALE

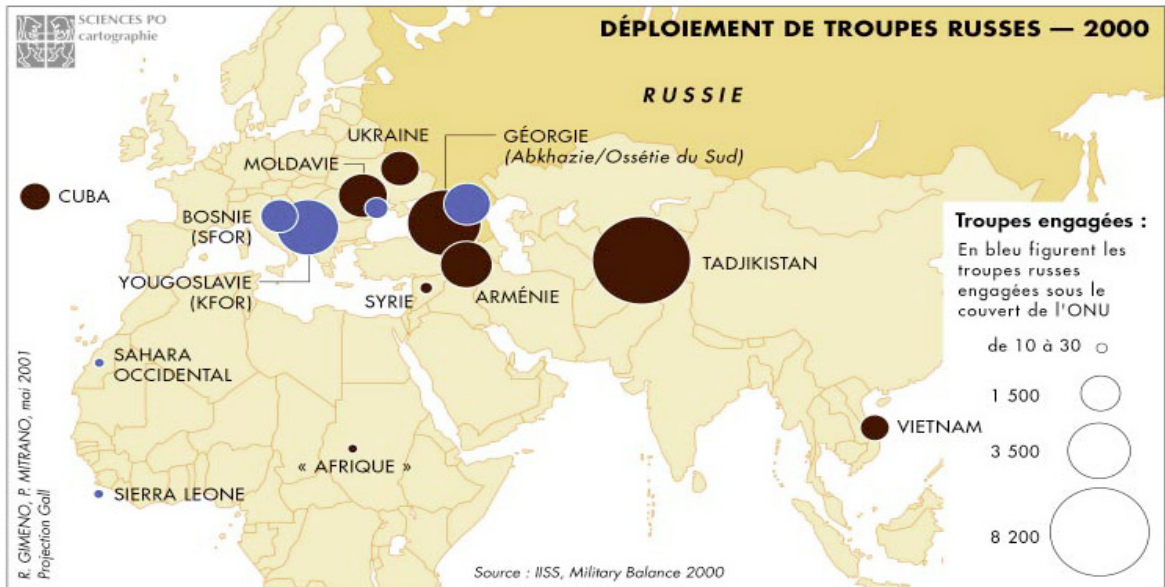
#### **1- Politiques étrangères : *réalisme et intérêts régionaux***

Après l'échec de l'exportation de la révolution islamique, l'Iran est devenu très pragmatique, reléguant ses prétentions religieuses au second plan pour se concentrer sur sa reconstruction, et donc ses intérêts immédiats. De son côté, la nouvelle Russie de Boris Eltsine, après quelques essais déçus de rapprochement avec les Etats-Unis et l'Europe occidentale et quelques attermoissements pour fixer une ligne directrice de la politique étrangère, va finalement recentrer son action la préservation de son étranger proche, plus particulièrement l'Asie centrale et le Caucase « Avec la chute de l'empire soviétique, les nouveaux états indépendants d'Asie centrale et du Caucase sont devenus un point focal pour les décideurs russes désireux de reprendre le contrôle de la zone. Etant donné l'importance donnée à ces états et leurs liens avec la Turquie et l'Iran, la Russie voit le Moyen-orient par la lentille de sa politique envers l'Asie centrale et le Caucase »<sup>1</sup>

Ce schéma va autoriser de nouvelles convergences d'intérêts entre Moscou et Téhéran. Téhéran voit en effet d'un bon œil le maintien de l'influence russe sur les nouveaux états, jugés trop instables.

---

1- FREEDMAN Robert, « Russian-Iranian relations in te 1990s », Middle East Review of International Affairs, vol 4, juin 2000



Présence Russe dans la zone (militaire et civile)

**Russian Influence In The Caspian States**

% / Russian	Ethnic	Language	Religion*
<b><u>Azerbaïdjan</u></b>	2.5%	3%	2.5%
<b><u>Kazakstan</u></b>	37%	70%	44%
<b><u>Turkménistan</u></b>	9.8%	12%	11%
<b><u>Ouzbékistan</u></b>	8.3%	14.2%	9%

\* Russian Orthodox

Les deux pays ont également intérêt à éviter une pénétration des Etats-Unis et de la Turquie dans la zone, susceptible de prendre à leur compte une partie des richesses de la mer Caspienne, vitales pour le rétablissement à long terme de la Russie et de l'Iran.

Cette unicité de vue stratégique facilite le développement des liens commerciaux initiés officiellement en 1989. Leur augmentation favorise l'apport de devises à la Russie, ce qui devient de plus en plus difficile pour elle, et permet à l'Iran d'acheter armes et centrales nucléaires, qu'il serait incapable d'obtenir ailleurs en raison des pressions américaines. Le maître mot de la politique étrangère de Moscou et Téhéran est réalisme, soit pour les deux pays l'antithèse quasi parfaite d'un passé récent.

## 1.1 La coopération vers un niveau stratégique

Le dialogue politique entre la Russie et l'Iran a acquis une grande constance, particulièrement depuis l'arrivée à la présidence iranienne de Khatami, puis celle de Poutine à la tête de la Russie. Les nombreuses rencontres bilatérales ont confirmé la communauté d'intérêts sur de nombreux problèmes internationaux. La déclaration commune des responsables russes et iranien sur la nécessité d'œuvrer à la constitution d'un monde multipolaire en est un exemple « Les deux parties ont confirmé l'intention de poursuivre la coopération visant la création d'un système stable, sûr, juste et démocratique des relations internationales fondées sur la primauté du droit, la coopération mutuellement avantageuse et la participation de tous les membres de la communauté internationale à la résolution des problèmes mondiaux globaux »<sup>1</sup>

Parmi les principaux dossiers sur lesquels coïncident les intérêts russes et iraniens, il convient de citer particulièrement :

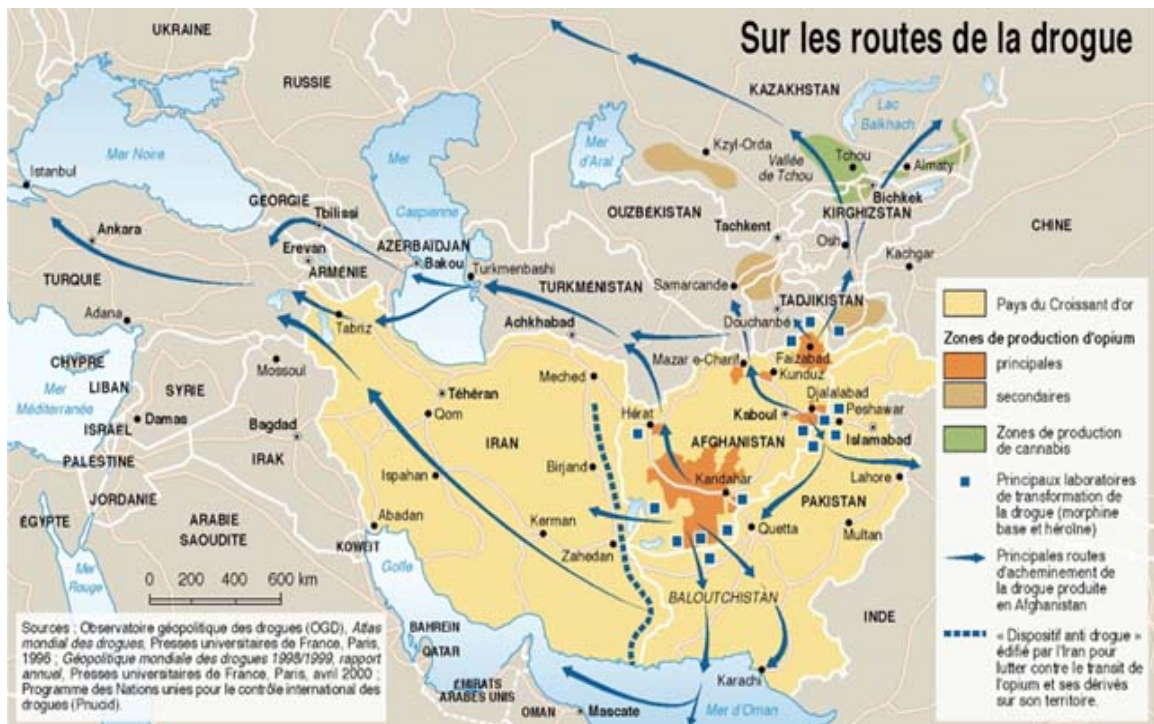
- La stabilité régionale, la préservation d'une atmosphère de bon voisinage et de coopération ;
- La mise en place d'échanges commerciaux mutuellement avantageux entre eux et avec l'ensemble des pays de la zone ;
- La prévention et le règlement des conflits ;
- La lutte contre le trafic de drogue (voir schéma suivant) ;
- Le règlement de la question des réfugiés, porteuse d'instabilité ;
- L'exploitation efficace des ressources naturelles de la zone, y compris celles de la Caspienne ;
- La mise en place dans la région de réseaux de communication assurant la libre circulation des biens et des personnes et le plus large accès des deux pays vers le reste du monde.

---

1- Ministère des affaires étrangères de la fédération de Russie, communiqué conjoint russo-iranien du 16 mars 2001



Principaux problèmes communs de sécurité des deux capitales (source : *Le Monde*)



Ce vaste programme de coopération s'est concrétisé sur le plan commercial par la signature à partir de 1995 d'un certain nombre de contrats qui devaient atteindre un montant total de l'ordre de 4 milliards de dollars en 2000, et portant sur :<sup>1</sup>

- L'achèvement de la centrale nucléaire de Busher, avec option pour la construction de deux supplémentaires ;
- Le renouvellement du matériel militaire iranien entre 1997 et 2007 ;
- La suite des livraisons de sous-marins commandés en 1989 ;
- La fourniture de satellites de communication ;
- L'achat de 12 avions de ligne.

Si le volet commercial est relativement un succès (La Russie ne constitue malgré tout que le troisième importateur de l'Iran en 2001, loin derrière l'Allemagne et les Emirats Arabes Unis)<sup>2</sup>, et si le dialogue politique est intense, un certain nombre de points d'achoppement existent entre les deux capitales, au sujet des états indépendants et du partage de la mer Caspienne.

## 1.2 Les achoppements dans le Caucase et en Asie centrale



1- SGDN, « Russie-Iran, entre coopération et rivalité », Tendances, n° 19, avril 1997

2- Ministère des affaires étrangères de la République Islamique d'Iran, « Trade balance of Iran with the countries, ordered in value of import (2000-2001)

Quatre sujets sont susceptibles d'envenimer les relations entre Moscou et Téhéran.<sup>1</sup>

Le premier concerne le second conflit Tchétchène, qui a débuté en 1999, alors que l'Iran présidait l'organisation de la conférence islamique. Si Téhéran était resté très discret lors du premier conflit, donnant bien la preuve de son pragmatisme, pour ne pas refroidir ses relations avec son principal allié politique, il lui est impossible de ne pas réagir en 1999. Cet épisode va donner lieu à des critiques sévères des deux côtés, peu compatibles avec des relations de confiance profonde.

« La République Islamique d'Iran, tout en respectant l'intégrité territoriale de la Russie, ne considère pas les actes violents et hostiles comme adaptés aux récents incidents en Tchétchénie et au Daghestan. Le gouvernement et le peuple d'Iran ne peuvent que déplorer la poursuite des opérations armées par des troupes russes dans le nord du Caucase »<sup>2</sup>

« Nous comprenons l'attitude des pays islamiques au sujet des événements se déroulant en Tchétchénie, cependant, c'est un problème domestique russe, et nous avons l'intention de le régler indépendamment, sans aucune aide ou interférence »<sup>3</sup>

Deuxième sujet susceptible d'altérer les relations des deux pays : les visées objectives (et historiquement évidentes) de l'Iran sur les deux anciennes provinces de l'Azerbaïdjan occidental et oriental. Bien que résolument tourné vers l'occident, Baku reste toujours un objectif également pour les Russes.

Troisième sujet pathogène entre les deux capitales : la construction et l'achèvement de la ligne ferroviaire Mashad (nord-est de l'Iran)-frontière turque.

---

1- SGDN, « Russie-Iran, entre coopération et rivalité », Tendances, n° 19, avril 1997

2- Déclaration du porte-parole du ministère des affaires étrangères de l'Iran, in RFE/RL Iran report, vol 2, n° 41, octobre 1999

3- Déclaration du ministre des affaires étrangères de la fédération de Russie, Igor IVANOV, in RFE/RL Iran report, vol 2, n° 41, octobre 1999

Cette ligne ferroviaire ouvre aux pays d'Asie centrale une route commerciale vers le golfe Arabo-Persique indépendante du monopole des transports que possédait la Russie auparavant, et s'oppose ouvertement aux efforts de Moscou de faire transiter l'ensemble des exportations des pays de la zone Caspienne – Asie centrale par le nord et son territoire.

Enfin dernier points de friction possible, ou tout au moins à même de limiter le niveau des relations entre les deux pays, fruit d'un imaginaire russe conforté par les expériences vécues au Tadjikistan et en Tchétchénie, la Russie craint une politique à double fond de la part de l'Iran, coopérant en public mais soutenant en secret les islamistes présents dans les nouvelles républiques.

### 1.3 Le problème des ressources de la Caspienne

Le problème des ressources de la Caspienne se décline en deux aspects : le partage de souveraineté sur les fonds marins et donc les ressources, et le problème de l'acheminement des hydrocarbures via les oléoducs.

La polémique sur le partage de souveraineté de la Caspienne est un bon exemple de l'isolement de l'Iran et des limites de la coopération avec la Russie.

Pourtant les deux pays semblaient partager la même conception sur le statut de cette mer fermée, qui pourrait être leur poumon économique à terme.

**Caspian Sea Region Oil Reserves, Production, & Exports (1996)<sup>1</sup>**  
(Production & Export @ thousands barrels/da)

	Ttl reserves*	Production	Exports	Major Exporting Cities
<b><u>Azerbaijan</u></b>	31-38 BBL	198.7	42.6	Baku
<b><u>Iran**</u></b>	12 BBL	0.0	0.0	Neka / Kharg Island
<b><u>Kazakstan</u></b>	95-101 BBL	532.1	254.5	Tengiz / Aktyubinsk / Atrou
<b><u>Russia**</u></b>	5 BBL	52.0	0.0	Novorossisk / Terskoye
<b><u>Turkménistan</u></b>	34 BBL	103.9	26.4	Turkmenbashi / Charjou
<b><u>Uzbekistan</u></b>	1 BBL	182.6	3.8	.
<b>Total</b>	<b>178-191 BBL</b>	<b>1069.3</b>	<b>327.3</b>	.

Extrait de « Caspian sea region, the checkerboard of oil and minefields », université de Michigan, 1998

Conformément aux traités de 1921 et 1940 entre l'Union Soviétique et l'Iran, les deux pays considéraient cette mer comme une mer fermée pouvant être administrée par un accord de souveraineté commun. L'Azerbaïdjan, et dans une moindre mesure le Kazakhstan et le Turkménistan réclamaient eux une division territoriale. Mais pour l'Iran, cette réclamation est non fondée, les nouveaux états indépendants étant issus d'une division de l'ancienne Union Soviétique, créant ainsi une opposition avec ces états.

En mai 1998, la position de l'Iran s'est aggravée quand la Russie a signé un accord bilatéral avec le Kazakhstan, lui reconnaissant des droits sur ses ressources naturelles et instaurant un contrôle commun de sa zone maritime.

Ce revirement de situation, mettant l'Iran hors jeu sans consultation préalable a forcé Téhéran à revoir sa position et rechercher une alliance avec le Turkménistan. En juillet 1998, les deux pays déclaraient ainsi que toute décision concernant le partage de la Caspienne devrait avoir lieu à l'unanimité des états riverains. Ce pas n'étant pas suffisant pour débloquer la situation, Téhéran a admis, à l'occasion d'une rencontre avec l'émissaire russe responsable de la Caspienne, l'idée d'un partage à parts égales des ressources de la mer, mettant de côté la notion d'eaux territoriales (l'Iran ne possède que 11 % des côtes de la Caspienne)<sup>1</sup>.

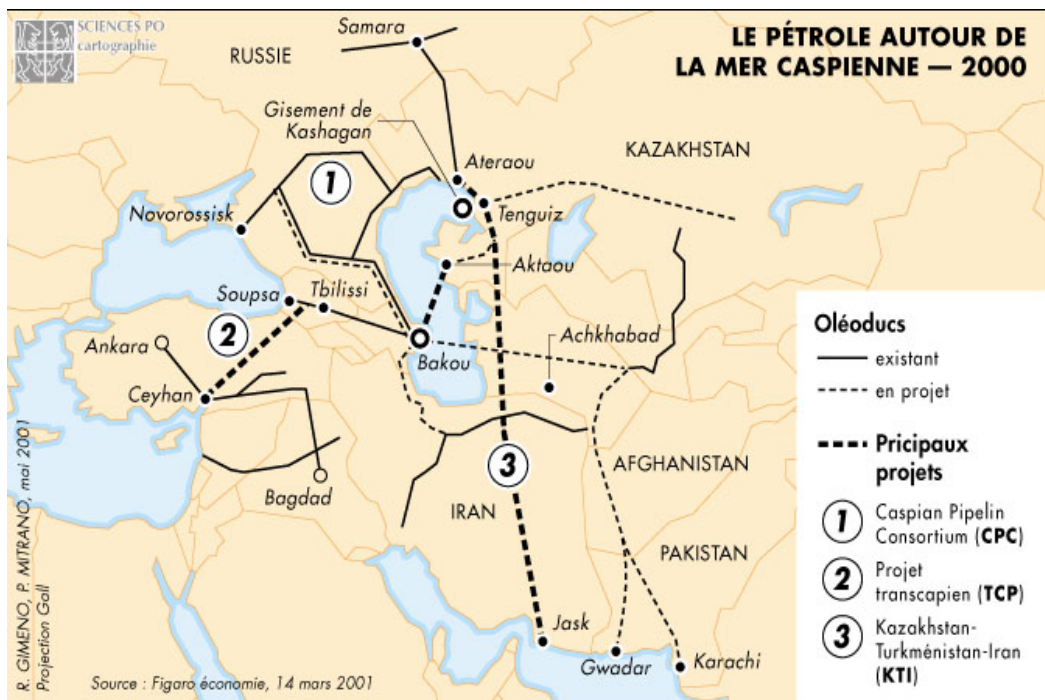
Depuis, les états riverains de la Caspienne en sont toujours à rechercher un accord, montrant bien que la coopération Moscou-Téhéran n'est pas sans nuages qu'elle répond aussi et d'abord à des besoins individuels. Les états fournissent bien la preuve à cette occasion que la coopération fonctionne tant qu'elle se porte sur le niveau politique ; mais que les intérêts économiques, essentiels pour ces deux nations qui se relèvent du chaos de leurs révolutions respectives, ne peuvent pas être remis en cause ou même entamés pour obéir au simple principe d'unité politique.

---

1- DRESEN Joseph, « The uncertain Russian-Iranian Partnership », Kennan Institute meeting report, 25 octobre 2001

Second aspect de la problématique de la mer Caspienne, le transport du pétrole et du gaz exploité.

Entrer dans le grand jeu du transport des hydrocarbures est une priorité stratégique et économique pour l'Iran, enjeu réaliste puisque le trajet par l'Iran est celui qui coûterait le moins cher (environ 1 milliard de dollars, pour presque 4 pour la version par la Géorgie et la Turquie). Ce besoin est différent pour la Russie qui doit, elle, forcer les exploitants à utiliser les pipelines existant déjà sur son territoire et éviter la création de nouveaux. L'enjeu est colossal en termes de perception des royalties comme de pouvoir régional. Le problème principal qui se pose à l'Iran s'appelle ILSA (Iran Libya Sanction Act) signé par le président Clinton en août 1995, sous la pression du congrès américain, qui interdit tout investissement étranger supérieur à 20 millions de dollars sur le sol iranien et fait partie de la politique d'isolement des Etats-Unis vis à vis de l'Iran.



Au résultat, compte tenu des contraintes et des enjeux, Moscou et Téhéran ne se rejoignent que sur un sujet : l'opposition à la construction d'un pipeline transcaspien entre le Turkménistan et Baku, officiellement pour des raisons écologiques, en réalité car ce tronçon créerait un axe est-ouest de transport des hydrocarbures, qui est défavorable aux deux pays. Mais ils restent concurrents sur l'axe nord-sud.

## **2- La tentation occidentale**

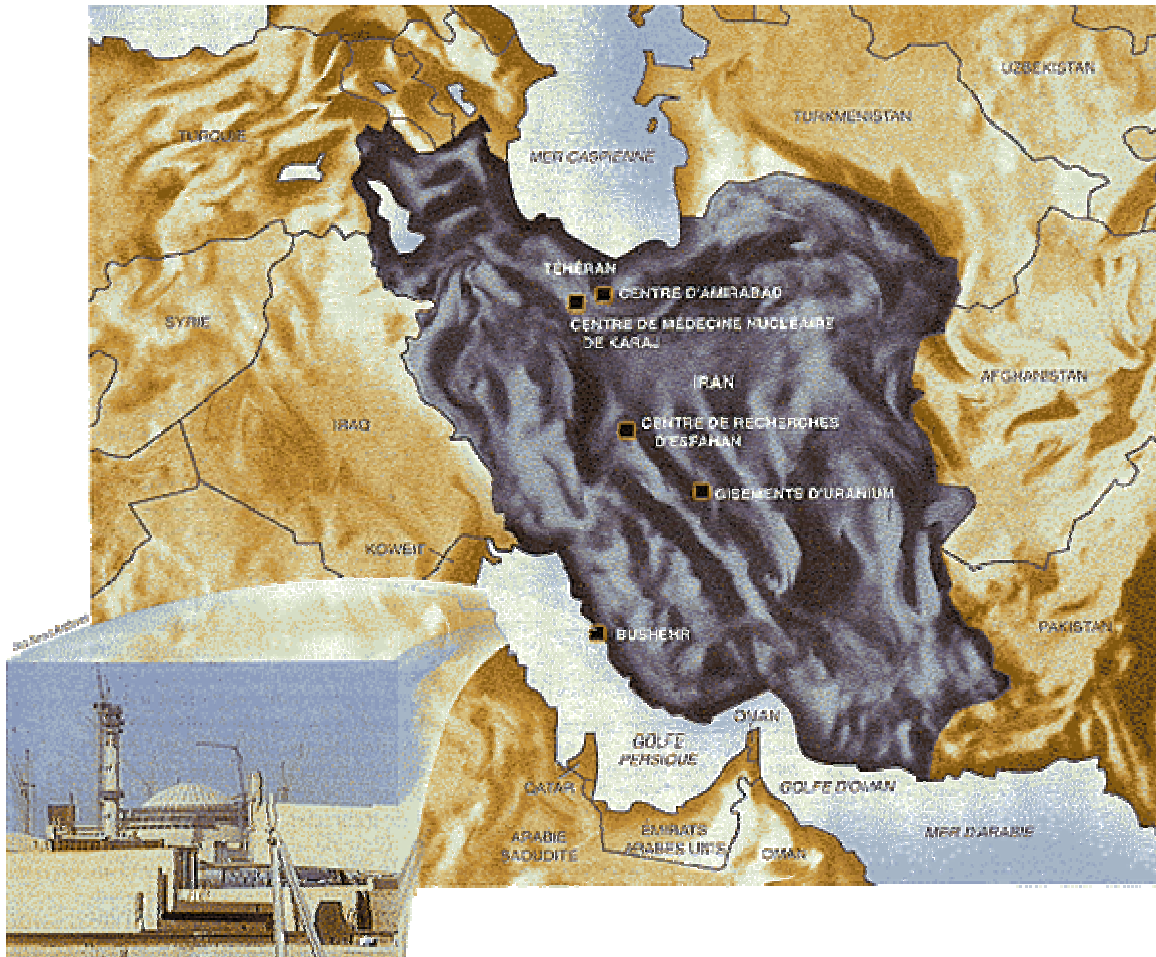
L'élection de Mohammed Khatami à la présidence iranienne en mai 1997 a introduit un léger virage de la relation entre la Russie et l'Iran. Le président a en effet commencé à promouvoir une politique intérieure de réforme et de libéralisation, ainsi qu'un rapprochement avec les états arabes, l'Europe et les Etats-Unis. L'intérêt pour l'Iran d'une ouverture vers l'ouest est en effet colossal : nous avons vu que le seul moyen de peser à long terme sur la région était de posséder sur son territoire les oléoducs permettant d'exporter les hydrocarbures de la mer Caspienne. Or le projet d'oléoduc nord :sud est le plus rentable, et la seule opposition à sa réalisation est le maintien des sanctions américaines sur l'Iran. De plus, le pays englué par vingt années d'isolement a besoin de la technologie industrielle occidentale pour se régénérer. L'Iran a donc intrinsèquement besoin de se rapprocher de l'ouest, et de faire sauter la barrière imposée par Washington, qui craint la subversion de l'état iranien et sa volonté de développer des armes de destruction massive.

Le rapprochement avec les Etats-Unis a commencé en décembre 1997, à l'occasion d'une déclaration du président Khatami sur CNN, qui proposait au peuple américain d'améliorer les relations entre les deux pays. Une offre équivalente a été faite par le président Clinton le mois suivant, et un certain nombre de gestes symboliques ont été fait par les Américains : envoi d'une équipe de sport pour une compétition, levée des sanctions contre les compagnies françaises, russes et malaises qui développaient le complexe gazier de South Pars en Iran, en contradiction avec l'Iran Libya Sanction Act de 1995.

Ce développement a toutefois été interrompu par des fortes résistances au sein des deux pays ; en Iran tout d'abord, où les conservateurs encore majoritaires au Majlis (assemblée) ont fortement attaqué cette initiative de Khatami.

Aux Etats-Unis ensuite ; le tir de qualification d'un missile de portée intermédiaire, le SHIHAB III (1300 km), a renforcé la position de ceux qui aux USA réclamaient des sanctions contre l'aide militaire fournie par la Russie à l'Iran, et qui avaient déjà réussi en 1995 à faire signer un accord secret entre Al Gore et Viktor Tchernomyrdine prévoyant l'arrêt de l'aide militaire russe à l'Iran. En effet, un

rapport de la CIA affirmait que l'assistance russe avait accéléré le développement du missile de portée intermédiaire, et que les matières nucléaires fournies par la Russie pour la construction de la centrale de Busher pourraient permettre à l'Iran de parvenir au développement de l'arme nucléaire.



Ce rapport, cohérent selon le schéma de répartition des implantations spécialisées iraniennes ci dessus, a amené les Américains à prendre des sanctions contre plusieurs instituts de recherche et développement russes, forçant Boris Eltsine à jurer de ne plus fournir de technologie duale à l'Iran et à clarifier la situation avec les Iraniens

« Les parties ont confirmé que la coopération entre la Russie et l'Iran dans le domaine militaire technique n'est pas dirigée contre des pays tiers et poursuit les buts du renforcement de la sécurité et de la stabilité dans la région ;

Les parties poursuivront leur coopération dans le domaine de l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire. Dans ce contexte, la Russie et l'Iran ont confirmé leur

attachement aux engagements découlant de leur participation au traité de non-prolifération des armes nucléaires.

Les présidents des deux pays, ayant souligné l'importance de l'accord intergouvernemental de coopération dans le domaine de l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire du 25 août 1992, ont chargé les ministères et départements correspondants de préparer une déclaration russo-iranienne conjointe définissant les principes de leur coopération dans l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire »<sup>1</sup>

De son côté, la Russie reconnaît aisément son besoin d'assistance économique de la part des Etats-Unis, mais ne peut pas se passer des apports lucratifs que lui fournissent les contrats avec l'Iran. Cette situation était particulièrement vraie au moment des très fortes difficultés économiques de la Russie en août 1998, et qui expliquent probablement le fait que Moscou ait rompu l'accord secret Gore-Tchernomyrdine de 1995 sur la cessation de livraison d'armes à l'Iran. Accessoirement, il est intéressant de noter que cette décision donne en plus l'illusion d'une certaine volonté d'indépendance vis à vis de Washington, ce qui est bénéfique pour la politique régionale de la Russie, bien que ce ne soit probablement qu'une conséquence du besoin de maintenir les rentrées de devises.

---

1- Ministère des affaires étrangères de la fédération de Russie, communiqué conjoint russo-iranien du 16 mars 2001

### 3. Prospective

La relation entre la Russie et l'Iran peut potentiellement changer. Tout comme l'idéologie, la religion et l'histoire ne les forcent pas à coopérer, la culture et les circonstances ne les lient pas assez pour les empêcher de contracter d'autres alliances tactiques.

Toute amélioration des relations entre l'Iran et les Etats-Unis pourrait ainsi avoir un effet désastreux sur les relations entre Moscou et Téhéran. Malgré les encouragements de façade des russes pour une réouverture du dialogue entre Téhéran et Washington, Moscou sent bien qu'un rapprochement se ferait au détriment de la Russie, ce qu'elle aura du mal à accepter. Un rapprochement des Etats-Unis vers l'Iran doit donc s'accompagner d'une action américaine parallèle envers la Russie. Toute évolution à somme nulle pourrait créer un déséquilibre préjudiciable à la stabilité de la région.

De son côté, l'Iran, conscient que les pressions américaines sur la Russie concernant la vente de matériel sensible à l'Iran comme condition préalable à un rapprochement pourrait fonctionner, essaye de diversifier ses sources d'approvisionnement militaire, en s'adressant à la Chine ou à la Corée du nord, ce qui ne peut pas ne pas inquiéter à la fois les Etats-Unis, qui classent la Corée du nord dans la même catégorie que l'Iran, celle des « *rogue states* » ou « *états voyous* », et la Russie qui pourrait perdre son marché.

Parallèlement à sa tentative d'ouverture vers les Etats-Unis, l'Iran a essayé, avec succès, de séduire le marché européen (Allemagne, Italie, France et Grande-Bretagne sont aujourd'hui parmi les 10 premiers importateurs en Iran), et risque à terme de réduire sa coopération avec la Russie au seul matériel militaire, lui-même menacé par les approvisionnements venant d'Asie.

En plus de ce facteur américain, omniprésent dans la relation Moscou-Téhéran, puisqu'il la justifie en partie et la menace simultanément, des facteurs internes peuvent également mettre à mal la coopération.

L'exploitation des ressources de la Caspienne et son corollaire, la prise en charge du transport des hydrocarbures, sont l'occasion de voir apparaître des fissures dans la belle cohésion russo-iranienne, qui sont plus que de simples défauts : ce sont les signes qui montrent que la cohésion de circonstance repose sur le principe du bénéfice incontesté des deux parties, et que pour les sujets où le bénéfice peut être contesté, la coopération n'existe plus..

## CONCLUSION

L'étude montre que les relations entre Moscou et Téhéran sont nées, et se sont développées, grâce aux deux chocs historiques que furent la révolution islamique iranienne de 1979 et l'effondrement du bloc soviétique en 1991 qui va recomposer le paysage géopolitique de l'ensemble Caucase, Caspienne, Asie centrale.

La coopération économique s'est développée de manière importante, le dialogue politique s'est montré très actif, mais ces éléments ne suffisent pas à rendre pérenne la relation entre l'Iran et la Russie. Cette relation est clairement de circonstance, probablement amalgamée autour d'un état tiers, les Etats-Unis. La relation à cet état est particulièrement ambiguë, puisque Moscou comme Téhéran semblent lutter de manière concertée pour l'écarter de la région, mais sont obligés de chercher à s'en rapprocher pour garantir leur développement, voire leur survie. La cohésion autour des Etats-Unis après les événements du 11 septembre est assez révélatrice de cette situation.

Puissances régionales autrefois concurrentes, la Russie et l'Iran font taire leurs dissensions dans un seul but : se remettre de leurs échecs et de leur descente aux enfers, et donner au temps la capacité de cicatrifier les plaies. Leur relation repose sur leur capacité à trouver des sujets de coopération où les deux parties tirent un bénéfice immédiat, et sur le comportement d'un état tiers.

Il est intéressant de retenir que finalement, et contrairement aux vues de la Russie et de l'Iran sur la géopolitique régionale, les Etats-Unis sont par leur simple présence, un élément stabilisateur, en ce qu'il rapproche Moscou et Téhéran et contrôle l'équilibre entre les deux pays.

## TABLE DES MATIERES

<b>INTRODUCTION</b>	1
<b>1- La république islamique et le géant soviétique</b>	3
11- Les relations en 1979 : histoire et conséquences	3
12- Idéologies et politiques étrangères :rigidités et incompatibilité	5
121- <i>Superpuissance exportatrice d'idéologie</i>	5
122- <i>Islamisme universel et soutien des déshérités</i>	7
13- Conflit Iran/Irak : la valse hésitation soviétique	9
14- Le rapprochement	11
<b>2- L'éclatement du bloc soviétique et la recomposition de l'Asie centrale</b>	13
21- Politiques étrangères : réalisme et intérêts régionaux	13
211- <i>La coopération vers un niveau stratégique</i>	15
212- <i>Les achoppements dans le Caucase et l'Asie centrale</i>	17
213- <i>Le problème des ressources de la Caspienne</i>	19
22- La tentation occidentale	22
23- Prospective	25
<b>CONCLUSION</b>	27

## BIBLIOGRAPHIE

### **OUVRAGES EN Français**

- DJALILI Mohammad-Reza, *Diplomatie islamique. Stratégie internationale du khomeinisme*, Presses universitaires de France, 1988
- NAGHIBZADEH Ahmad, « La rivalité entre les puissances régionales en Asie centrale », *Politique et sécurité internationales*, 1999, n° 2, pp 6-15
- ROY Olivier, « L'URSS, l'Iran et le Moyen-Orient », *Commentaires*, 1987, n° 39, pp 458-460
- ROY Olivier, « Sous le turban, la couronne », in *Thermidor en Iran*, Bruxelles, 1993, pp 92-103
- SAPIR Jacques, *Feu le système soviétique ?*, La découverte/essais, 1992

### **OUVRAGES EN ANGLAIS**

- Constitution de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques du 7 octobre 1977 – ART 28 et 30
- Constitution de la République Islamique d'Iran du 1er janvier 1980
- FREEDMAN Robert, « Russian-Iranian relations in the 1990s », *Middle East Review of International Affairs*, vol 4, juin 2000

